

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P)

N° DE MARCHE : **MA 25 ES 0018**

OBJET DU MARCHE :

Prestations de traiteurs pour l'ensemble des manifestations et réunions organisées par la Direction Régionale Est de Filiéris

Filiéris est une marque déposée pour son offre de santé par la CANSSM

CAISSE AUTONOME NATIONALE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE DANS LES MINES

77, avenue de Ségur - 75714 PARIS CEDEX 15

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET ET CARACTERISTIQUES DU MARCHE	2
ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	4
ARTICLE 3 – MODALITES ET LIEUX D’EXECUTION	5
ARTICLE 4 – VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS	6
ARTICLE 5 – DISPOSITIONS FINANCIERES	6
ARTICLE 6 – AVANCE.....	9
ARTICLE 7 – PENALITES	9
ARTICLE 8 – REVUE DE MARCHE.....	9
ARTICLE 9 – ASSURANCE	10
ARTICLE 10 - RESILIATION DU MARCHE.....	10
ARTICLE 11 – DEVELOPPEMENT DURABLE ET INSERTION SOCIALE	10
ARTICLE 12 – TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	11
ARTICLE 13 – REGLEMENT DES LITIGES	12
ARTICLE 14 – DEROGATIONS AU CCAG-FCS	12

PRESENTATION GENERALE

Filieris est un groupe de santé géré par la Caisse Autonome de Sécurité sociale dans les Mines (CANSSM). Cette dernière est l'organisme gestionnaire du régime spécial de Sécurité sociale des Mines.

Le Régime Minier est un régime spécial de sécurité sociale créé par le décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946 modifié portant organisation de la sécurité sociale dans les mines. Suite au transfert de la branche assurance-maladie à la Caisse Nationale de l'Assurance Maladie (CNAM) et de la branche retraite des mineurs à la Caisse des Dépôts et Consignations, il assure une prise en charge globale des prestations de santé désormais accessible à tous sous la marque Filieris.

Filieris est placé sous la tutelle du Ministère des solidarités et de la Santé et du Ministère de l'Action et des comptes publics. Il est présidé par Philippe GEORGES, dirigé par Gilles DE LACAUSSADE, Directeur Général et administré par un conseil d'administration dont les administrateurs représentent les exploitants, les affiliés, l'Etat, la CNAM et des personnalités qualifiées.

Filieris est constitué d'un seul organisme : le siège est basé à Paris et les trois Directions régionales (également appelées Délégations Territoriales) sont situées en région, à savoir : à Lens pour le NORD, à Metz pour l'EST, à Alès pour le SUD.

Depuis la fermeture des mines, Filieris a vu la population de ses affiliés diminuer. C'est la raison pour laquelle il a ouvert son offre de soins en 2005 à l'ensemble de la population – à l'exception des pharmacies – et qu'il participe au financement et à la modernisation de structures d'accueil pour personnes âgées.

Filieris met également en œuvre des actions de santé publique, notamment par la prévention et la promotion de la santé pour ses affiliés et a développé une offre de soins comprenant plus de 220 œuvres, notamment :

- 127 centres de santé (généralistes, spécialistes, infirmiers, kinésithérapeutes), des dispensaires
- 17 pharmacies
- 1 magasins d'optique
- 24 établissements sanitaires et médico-sociaux dont 3 unités de soins longue durée et 6 EHPAD,
- 16 services de soins infirmiers à domicile.
- 2 services d'aide à la personne ou services polyvalents et de soins à domicile

L'ensemble des professionnels de santé des centres de santé sont des salariés de la CANSSM.

ARTICLE 1 – OBJET ET CARACTERISTIQUES DU MARCHE

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières concernent des prestations traiteurs pour l'ensemble des manifestations et réunions organisées par la Direction Régionale EST de Filieris.

Les prestations à fournir et leurs spécifications sont précisées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.1 ALLOTISSEMENT – MONTANT MAXIMUM PAR LOT

Le présent marché comprend trois (3) lots, décomposés comme suit :

Numéro	Intitulés des lots	Montant maximum HT annuel par lot
Lot n°1	Prestations de traiteur pour le secteur Moselle	20 000 € HT
Lot n° 2	Prestations de traiteur pour le secteur du Haut-Rhin	4 000 € HT
Lot n° 3	Prestations de traiteur pour le secteur de Saône et Loire	5 000 € HT

1.2 PROCEDURE UTILISEE ET FORME DU MARCHE

La procédure de consultation utilisée est la procédure adaptée, en application des dispositions des articles L2123-1.1°, R2123-1.1° et R2123-2 à R2123-7 du code de la commande publique (ci-après désigné CCP).

Le présent marché concerne les catégories de services dits « services sociaux et autres services spécifiques » mentionnés aux articles L2113-15 et R2123-1 du Code de la Commande Publique.

Pour chaque lot, Il s'agit d'un accord-cadre mono attributaire à bons de commande sans montant minimum avec un montant maximum annuel par lot tel qu'indiqué à l'article 1.1 ci-avant, au sens des articles L2125-1.1°, R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique.

Le marché reste soumis à la réglementation applicable aux marchés des organismes de sécurité sociale, soit à ce jour les dispositions de l'arrêté du 19 Juillet 2018 portant réglementation des marchés publics des organismes de sécurité sociale.

1.3 DUREE DU MARCHE

Le marché est conclu pour une période initiale de 12 mois à compter de sa date de notification.

A l'issue de la première période d'exécution, le marché pourra être reconduit expressément trois (3) fois par le représentant du pouvoir adjudicateur, par période successive de douze (12) mois, sans que la durée totale du marché, reconductions comprises, ne dépasse 48 mois.

Le titulaire ne pourra pas s'opposer à la reconduction du marché.

A cet effet, le représentant du pouvoir adjudicateur se prononce au plus tard un mois avant la fin de la période contractuelle considérée, en notifiant par écrit au titulaire sa décision de reconduire le marché ; la non reconduction du marché ne donnera pas lieu au versement d'indemnité.

L'exécution des bons de commande peut se prolonger jusqu'à 3 mois au-delà de la date de fin de validité du marché, conformément à l'article R2162-5 du CCP.

1.4 PARTIES CONTRACTANTES

Les parties contractantes sont :

D'une part :

CANSSM / Filieris – Caisse Autonome Nationale de la Sécurité Sociale dans les Mines
désignée dans le présent CCAP en tant que « Pouvoir adjudicateur »
Sis 77, avenue de Ségur - 75714 Paris Cedex 15 - France

Représentée par

Gilles de Lacaussade, son Directeur Général

D'autre part :

Le titulaire du présent marché, responsable de la bonne exécution des prestations définies dans le descriptif des besoins du marché traiteur.

Le titulaire du marché désigné dès la notification du marché, la ou (les) personne(s) ayant qualité pour le représenter vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, ainsi que pour l'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de signaler immédiatement au Pouvoir Adjudicateur toute modification survenant au cours de l'exécution du marché se rapportant au fonctionnement de sa société (modifications de la forme de l'entreprise, de sa raison sociale, des personnes ayant le pouvoir d'engager la société, changement d'adresse, etc...)

ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Le marché, dont seul l'exemplaire original conservé dans les archives de la CANSSM fait foi, est constitué, par dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS, des documents ci-après par ordre de priorité décroissant :

2.1 PIECES PARTICULIERES

- ✓ L'acte d'engagement (ATTRI1) et son annexe financière (BPU).
- ✓ Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- ✓ Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- ✓ Le cadre de réponse technique (CRT)
- ✓ Les bons de commande
- ✓ L'offre du titulaire y compris son catalogue de prix

En cas de contradiction entre des pièces contractuelles du marché, celles-ci prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

2.2 PIECES GENERALES

- Le code de la commande publique
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services – CCAG/FCS (issu de l'arrêté du 30 mars 2021).
- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des organismes de sécurité sociale.

Les Pièces particulières et générales évoquées ci-dessus sont réputées déroger à toutes conditions (générales, particulières, spéciales...) émises par le titulaire dans le cadre du présent marché et s'appliqueront par conséquent en priorité.

Toutefois, dans le cas où les conditions du titulaire comporteraient des dispositions plus favorables aux intérêts de la CANSSM, leur application reprendrait un caractère prioritaire.

Le titulaire du marché est réputé connaître les documents ci-dessus énumérés et tenu d'accepter les clauses et conditions de l'ensemble des pièces contractuelles, y compris en ce qu'elles auraient de contraire à ses conditions personnelles.

ARTICLE 3 – MODALITES ET LIEUX D'EXECUTION

3.1 BON DE COMMANDE

Conformément aux articles R2162-13 et R2162-14 du Code de la Commande Publique, le marché est exécuté par émission de bons de commande successifs, établis sur la base des prix indiqués dans l'annexe financière de l'acte d'engagement (Annexe 1/BPU), notifiés au titulaire par tout moyen (télécopie, message électronique...) au fur et à mesure de la survenance des besoins de la Direction Régionale Nord Filieris.

Sur la base d'un devis préalablement validé, Filieris élabore un bon de commande qui sera envoyé au titulaire. Les bons de commande seront émis indifféremment de chacun des lots. Le montant et la description des prestations ainsi que les quantités indiquées ne pourront plus être contestées par le titulaire. Les listes de prestations indiquées sont considérées comme non limitatives et non exhaustives. Il pourra être fait appel au catalogue général de produits et services du titulaire.

Le bon de commande doit comporter les mentions suivantes :

- La nature et la description des prestations à réaliser
- La date et le lieu d'exécution des prestations
- Le montant du bon de commande
- Le numéro du marché et le numéro du lot
- Toute précision permettant de mieux définir la spécificité de la commande

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG/FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande appellent des observations de sa part, il doit les notifier sous 24 heures à la Direction Régionale EST Filieris à compter de la réception du bon de commande.

Passé ce délai et sans objection de la part du titulaire, la commande est réputée acceptée.

3.2 MODALITES DE LIVRAISON

Les livraisons seront effectuées conformément au lieu indiqué dans le bon de commande.

Le titulaire prendra contact avec le correspondant du pouvoir adjudicateur avant toute livraison afin de s'assurer des horaires d'ouverture des sites et de la disponibilité des personnels qui réceptionnent les commandes.

Le transport des fournitures est effectué sous la responsabilité du titulaire.

Les livraisons seront effectuées directement dans les locaux mentionnés dans le bon de commande. Le titulaire se renseignera pour connaître les conditions particulières d'accès et pourra visiter les locaux au préalable

Délais de livraison :

Les délais d'exécution et de livraison seront précisés dans chaque bon de commande. Tout retard ou difficultés de livraison doit être signalé au plus vite au service qui a passé la commande qui validera ou non les éventuelles solutions de remplacement proposées. Un bon de livraison, conforme au bon de commande, est transmis à chaque livraison. Il comporte :

- La date de livraison et l'heure de départ du site du titulaire ;
- La référence de la commande ;
- Les quantités livrées
- Le service et le nom de la personne à l'origine de la commande ;
- L'identification du titulaire
- La nature et la description des prestations à réaliser en indiquant le numéro du marché/lot
- Le lieu de réalisation de la ou de(s) prestation(s)

La livraison sera réputée effectuée dès que la personne chargée de la commande aura daté et signé le bon de livraison.

ARTICLE 4 – VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS

Les opérations de vérification et de réception se dérouleront selon les modalités ci-après. Au moment de la livraison, la personne en charge de la commande vérifiera le respect de l'horaire, les modalités de livraison et la conformité des produits commandés. En cas d'erreur quantitative, le prestataire est tenu de compléter sa livraison dans les plus brefs délais en cas d'insuffisance. Le prestataire est également tenu de reprendre ses produits en cas d'excédent (sauf accord express du pouvoir adjudicateur).

En cas de non-conformité touchant à la qualité de la prestation, à la quantité ou en cas de retard de livraison, le pouvoir pourra appliquer les pénalités prévues à l'article 7 du présent CCAP.

ARTICLE 5 – DISPOSITIONS FINANCIERES

5.1 CARACTERISTIQUES DES PRIX

Les prestations faisant l'objet du présent marché seront réglées par application des prix indiqués par le titulaire dans l'annexe financière (**ANNEXE 1** de l'**ATTRI1**).

Le marché est conclu à prix **unitaires**.

De préférence les livraisons seront réalisées franco de port, sinon indiquer le minimum de comme exigé.

Les prix sont appliqués aux quantités réellement livrées et acceptées, ils ne subiront aucune majoration pour frais de transport, d'emballages et assurances

Les prix prévus au bordereau de prix unitaires (BPU) ne pourront pas varier en fonction de "la carte" du titulaire, celui-ci s'efforcera de mettre à disposition des produits de son catalogue varié au tarif contractuellement prévu.

Les prix exprimés dans l'annexe financière sont réputés comprendre, conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

La monnaie de référence de ce marché est l'euro. Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au moment du fait générateur.

5.2. VARIATION DES PRIX

Les prix des prestations sont fermes la première année du marché et ajustables les années suivantes sur la base du catalogue des prix du titulaire, dans la limite d'une hausse maximale de 2% par an.

Le titulaire s'engage à faire parvenir à Filieris sa demande d'ajustement des prix et son catalogue au plus tard deux mois avant l'échéance de chaque période contractuelle.

Les nouveaux prix ne pourront être appliqués qu'après accord préalable de Filieris.

Le titulaire devra faire parvenir à Filieris (service.marches@filieris.fr) sa demande d'ajustement des prix deux mois au plus tard avant la date anniversaire de notification du marché, avec les justificatifs nécessaires. Si le titulaire omet de notifier à Filieris cette demande dans le délai imparti, les prix en vigueur continueront de s'appliquer pour l'année qui suit.

5.3 FACTURATION ET MODALITES DE TRANSMISSION

Les factures afférentes au paiement seront établies en un exemplaire portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- ✓ Date de la facturation,
- ✓ Nom, adresse du créancier, et son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés,
- ✓ Numéro du marché, date et numéro du bon de commande,
- ✓ Numéro de son compte bancaire tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,
- ✓ Références des prestations,
- ✓ Montant hors TVA,
- ✓ Taux et montant des taxes, Montant TTC.

Les factures sont établies sur la base des prix tels qu'ils figurent dans l'offre financière annexée à l'acte d'engagement (annexe financière/BPU) en fonction des prestations effectivement commandées et livrées.

Les factures relatives au marché devront être transmises par voie électronique via le portail chorus, après exécution des prestations et admission de celles-ci, à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités de transmission applicables imposent que les factures comportent systématiquement les informations suivantes :

- La référence à rappeler
- Le numéro SIRET client (correspondant à la structure de Filieris pour laquelle, le titulaire dépose sa facture)

La transmission des factures via CHORUS Pro pour traitement se fera selon les codes service détaillés ci-dessous et sous le numéro Siret : 77 685 316 00017

- Pour les LOT 1 (secteur Freyming)) : Direction Régionale Est FILIERIS - Service Affaires Générales - code service CHORUS EST_AG_FREYMING
- Pour les LOT 2 (secteur de Wittenheim) : Direction Régionale Est FILIERIS - Service Affaires Générales - code service CHORUS EST_AG_WITTENHEIM
- Pour les LOT 3 (secteur de MONTCEAU-LES-MINES) : Direction Régionale Est FILIERIS - Service Affaires Générales - code service CHORUS EST_AG_METZ

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant le pouvoir adjudicateur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation.

5.6 DELAI DE PAIEMENT

Les prestations, objet du marché, seront rémunérées, dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique, **par virement** sur le compte indiqué par le titulaire dans son offre.

Le délai global de paiement ne peut excéder 30 jours maximum à compter de la date de notification au pouvoir adjudicateur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation **Chorus Pro**.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

ARTICLE 6 – AVANCE

Le régime de l'avance est soumis aux conditions des articles L2191-2, L2191-3 et R2191-3 à 12 du Code de la Commande Publique. Si les conditions sont remplies, l'avance est de 5%.

ARTICLE 7 – PENALITES

Le titulaire devra respecter scrupuleusement les spécifications contenues dans le présent marché et il devra exécuter les prestations telles qu'elles sont définies dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP). En cas de difficultés, le titulaire devra immédiatement en avvertir la Direction Régionale Est FILIERIS.

En cas d'impossibilité d'exécution liée à des événements indépendants de sa volonté (grève, intempéries exceptionnelles, incidents graves...) le titulaire s'engage, en accord avec FILIERIS, à trouver toutes solutions de remplacement les plus adaptées y compris le remplacement par un profil avec des qualifications équivalentes.

Si une cause étrangère à la volonté du titulaire fait obstacle à l'exécution de la prestation, le titulaire devra immédiatement en informer FILIERIS.

Les pénalités ne seront appliquées qu'après mise en demeure restée infructueuse.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, les pénalités seront applicables dans les cas ci-après.

- En cas de livraison ayant engendré une perturbation dans le déroulé du repas/de la manifestation – il sera appliqué une pénalité équivalent à 15% du montant de la facture des prestations
- En cas d'erreur quantitative non résolue et ayant engendré une perturbation dans le déroulé du repas/de la manifestation – il sera appliqué une pénalité équivalent à 20% du montant de la facture des prestations.

En tout état de cause, les pénalités de retard sont plafonnées annuellement à un montant ne pouvant excéder 30% du montant annuel des prestations.

ARTICLE 8 – REVUE DE MARCHÉ

Le marché sera évalué et revu conjointement par FILIERIS Direction Régionale Est et le titulaire une fois par an aux alentours de la date anniversaire du marché lors d'une « revue de marché ». La Direction des Affaires Générales de la Direction Régionale Est concernée sera à l'initiative de cette revue, au besoin, la Direction Nationale des Achats et des Affaires Juridiques (DNAAJ) du Siège de la CANSSM pourra être sollicitée.

Lors de cette revue de marché, le titulaire présentera notamment une synthèse :

- des produits livrés
- un point sur les commandes en cours et les difficultés rencontrées
- un point financier des dépenses réalisées

ARTICLE 9 – ASSURANCE

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le Titulaire doit justifier qu'il dispose d'une assurance de responsabilité civile professionnelle. Une attestation devra être communiquée au pouvoir adjudicateur au début de chaque année civile du projet.

Le défaut d'assurance entraîne la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire

ARTICLE 10 - RESILIATION DU MARCHE ET FRAIS ET RISQUES

La CANSSM a la faculté de résilier le présent marché dans les conditions de préavis et de droit du titulaire telles que prévues dans le chapitre 7 du CCAG-FCS.

Le marché peut être résilié par la CANSSM à tout moment, pour motif d'intérêt général, qu'il y ait ou non faute du titulaire. Cette résiliation est effectuée par lettre recommandée avec avis de réception postal.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, il ne sera versé aucune indemnité de résiliation à ce titre.

Conformément à l'article 45 du CCAG/FCS, en cas de défaillance du titulaire ou si celui-ci ne respecte pas les obligations contractuelles résultant du présent marché ou s'il les remplit de façon incomplète, la CANSSM se réserve le droit de faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le présent marché aux frais et risques du titulaire du marché, soit en cas d'inexécution d'une prestation prévue au présent marché, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

ARTICLE 11 – DEVELOPPEMENT DURABLE ET INSERTION SOCIALE

11.1 DEVELOPPEMENT DURABLE

Le titulaire devra dans le cadre de l'exécution du présent marché s'inscrire dans une démarche environnementale notamment en matière de :

- Gestion des déchets ;
- Produits utilisés pour la réalisation des plats issus de l'agriculture biologique
- Réduction de la pollution en privilégiant les circuits courts de dans l'approvisionnement des produits frais

De manière générale, le titulaire devra engager une démarche concrète de développement durable en lien direct avec l'exécution du présent marché.

11.2 INSERTION SOCIALE

Le Titulaire devra mettre en place une politique sociale en lien avec le présent marché.

Ainsi, le Titulaire pourra faire appel, dans l'exécution des prestations objet du marché, à une ou des personnes relevant des catégories suivantes :

- Travailleurs handicapés reconnus par la CDAPH ;
- Jeunes dans le cadre de stage ;
- Jeunes diplômés ;
- Personne en réinsertion professionnelle.

Le Titulaire pourra également mettre en œuvre une politique de management social de ses collaborateurs (formations, remise à niveaux...).

Enfin, le Titulaire s'efforcera de valoriser le CDI au sein de ses équipes affectées à l'exécution du présent marché.

En cas d'évolution de la législation en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le représentant du pouvoir adjudicateur afin de se conformer aux règles nouvelles, donneront lieu à une modification de marché.

ARTICLE 12 – TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier le règlement (UE)2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

Le titulaire est autorisé à traiter les données à caractère personnel nécessaires à l'exécution des prestations prévues dans les documents contractuels.

La durée du traitement est valable sur la durée du marché à compter de la notification du marché. Le titulaire dispose des garanties suffisantes pour la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles propres à assurer la protection des données personnelles.

Le titulaire s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du présent marché
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent contrat :
 - S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
 - Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel

ARTICLE 13 – REGLEMENT DES LITIGES

Les parties s'efforceront de régler par voie amiable les différends, qui pourraient survenir lors de l'exécution du présent marché.

Les litiges qui ne peuvent être réglés par voie amiable sont soumis aux juridictions judiciaires compétentes du ressort du siège social de la CANSSM (Tribunal judiciaire de Paris, parvis du tribunal de Paris – 75017 Paris).

ARTICLE 14 – DEROGATIONS AU CCAG-FCS

DEROGATIONS		
Article(s) du CCAP	Objet	Articles du CCAG/FCS
2	Ordre de priorité	4.1
3.1	Bon de commande	3.7. 2
7	Pénalités	14, 14.1
11	Résiliation	40